

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
 paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS		6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS		ANNONCES ET AVIS	
Côte d'Ivoire, France et pays francophones :	voie ordinaire ..	1.900	3.500	Les abonnements et insertions seront adressés au Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. 21002, Abidjan.		La ligne	95 francs
	voie aérienne ..	3.200	6.000			(Il n'est jamais compté moins de 950 francs pour les annonces.) Chaque annonce répétée Moitié prix	
Etranger :	voie ordinaire	2.300	4.000	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 30 francs.		Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédent la date de parution du « J.O. ».	
	voie aérienne	5.500	10.300	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance au Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire C.C.P. 115-42 Abidjan.			
Prix du numéro de l'année courante ..		75 francs					
Prix des numéros des années précédentes		100 francs					
Par la Poste : majoration de 30 francs par numéro.							

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1966 ACTES DU GOUVERNEMENT

20 mai Loi n° 66-187 portant Budget spécial d'Investissement et d'Équipement pour l'exercice 1966. 773

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

LOI n° 66-187 du 20 mai 1966, portant Budget Spécial d'Investissement et d'Équipement pour l'exercice 1966.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

TITRE PREMIER. — *Équilibre financier*

Article premier. — Les recettes et les dépenses du Budget spécial d'Investissement et d'Équipement pour l'année 1966, sont fixées comme indiqué aux articles 2, 3, 4, ci-dessous.

Art. 2. — Les produits et revenus applicables au budget spécial sont évalués à 15.247.564.000 francs C.F.A.

Cette évaluation correspond au produit attendu des ressources affectées au budget spécial, conformément au développement donné au tableau « prévisions de recettes » du budget.

La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics considérés sera opérée, pour l'année 1966, conformément aux textes en vigueur.

Art. 3. — Le total des autorisations de programme est arrêté à 12.633.014.000 francs C.F.A., soit :

— 7.659.539.000 francs C.F.A., au titre des opérations nouvelles ;

— 4.518.445.000 francs C.F.A., au titre des conventions à paiement différé ;

— 455.030.000 francs C.F.A., au titre des opérations sur emprunts.

Art. 4. — Le montant des prévisions d'emploi ouvertes par la présente loi est fixé à 15.247.564.000 francs C.F.A., soit :

— 3.340.770.000 francs C.F.A., pour la poursuite des opérations en cours ;

— 7.441.235.000 francs C.F.A., pour les opérations nouvelles ;

— 3.639.529.000 francs C.F.A., pour les conventions à paiement différé ;

— 826.030.000 francs C.F.A., pour les opérations financées sur emprunts.

TITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 5. — Les autorisations de programme fixent le plafond des engagements que les ministres sont autorisés à prendre pour l'exécution des investissements prévus par la loi.

Ces engagements ne seront admis que dans la limite des prévisions d'emploi ouvertes pour l'année considérée.

Toutefois, des engagements en programme, excédant le montant des prévisions d'emploi, pourront être acceptés, dans la limite du montant des marchés ou conventions approuvés lorsque ces marchés prévoient des échéanciers annuels et sous réserve qu'ils intéressent, soit des projets complets, soit des tranches exploitables de projets. Lesdits engagements emportent l'ouverture, dans les budgets subséquents, de prévisions d'emploi égales aux échéances prévues.

Art. 6. — Les prévisions d'emploi pour l'année considérée, le plafond des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Art. 7. — Le Gouvernement est autorisé à annuler les autorisations de programme et les prévisions d'emploi correspondant à des projets dont l'exécution n'aura pas été entamée dans un délai de douze mois.

Art. 8. — La Caisse autonome d'Amortissement est dispensée de tout reversement au Budget spécial d'Investissement et d'Equipe-ment au titre de l'excédent de ses ressources sur ces besoins en capital pour la gestion de la dette publique.

La Caisse autonome d'Amortissement assurera au moyen de ses ressources propres le règlement des conventions à paiement différé passées pour l'exécution des opérations qui ont été ou qui seront autorisées dans le cadre du Budget spécial d'Investissement et d'Equipe-ment.

La passation et l'exécution de ces conventions restent soumises, sous réserve des dispositions du présent article, aux règles applicables aux investissements et équipement et définies par les dispositions des lois visées à l'article 5 ci-dessus, qui organisent la gestion des Finances publiques en ce qui concerne le Budget spécial d'Investissement et d'Equipe-ment.

Art. 9. — Les recettes affectées par la loi au service des emprunts contractés pour le développement économique, culturel et social, et l'équipement administratif et des autres dettes de l'Etat sont et demeurent prises en compte par la Caisse autonome d'Amortissement et lui sont directement et intégralement versées. La Caisse assure directement le paiement des arrérages en capital et intérêts desdits emprunts et dettes.

Art. 10. — Le produit d'emprunts ou aides extérieures non prévus au présent budget et qui pourraient être incorporés en recettes au cours de l'année 1966, servira à l'ouverture, par décret, de prévisions d'emploi supplémentaires pour les projets figurant en dépenses.

Art. 11. — Les fonds versés par les collectivités pour la réalisation de projets d'équipement ou de développement économique et social sont pris en recettes au chapitre III, article 3 : Fonds de concours du Budget spécial d'Investissement et d'Equipe-ment.

Ils donnent lieu à ouverture de crédits d'un montant égal prononcée par arrêté.

Les délégations correspondantes ne pourront être effectuées que pour l'exécution de projets complets ou de tranches exploitables de projets.

TITRE III. — Dispositions relatives aux budgets annexes

Art. 12. — Le budget annexe du Port d'Abidjan, arrêté pour l'exercice 1966 par la loi 66-37 du 7 mars 1966 au titre de l'équipement à 581.200.000
est porté à 750.200.000
en augmentation sur les prévisions initiales de 169.000.000
suivant détail donné en annexe n° 1.

Art. 13. — Il est créé pour compter du 1^{er} octobre 1966, un service administratif doté d'un budget annexe nommé « Centre hospitalier universitaire ».

Art. 14. — Le budget annexe du « Centre hospitalier universitaire » est arrêté en recettes et en dépenses pour le dernier trimestre 1966 à : 20.000.000 de francs C.F.A., suivant détail donné en annexe n° 2.

TITRE IV. — Dispositions spéciales

Art. 15. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-payeur général un compte hors budget n° 22-15 intitulé « Trésor public, son compte de frais et intérêts ».

Ce compte recevra en dépenses le montant des intérêts débiteurs du compte courant du Trésor à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et des frais d'es-compte des traites en douanes.

Il recevra en recette le montant des intérêts créditeurs du compte courant du Trésor à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, des intérêts sur traite en douane et, éventuellement, une dotation du Budget général en cas d'insuffisance des recettes.

Le fonctionnement du compte sera fixé par arrêté du ministre des Affaires économiques et financières.

Art. 16. — Par dérogation aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 59-249 du 31 décembre 1959, portant organisation des Finances publiques et uniquement dans les cas de remaniement gouvernemental ou de réorganisation administrative, le Gouvernement est autorisé, dans la limite des effectifs et crédits globaux votés, à procéder aux transferts d'effectifs et de crédits nécessaires.

Art. 17. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 mai 1966.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT ET D'EQUIPEMENT - EXERCICE 1966

PREVISIONS DE RECETTES

(En millions de francs C.F.A.)

Nomenclature des Recettes		Prévisions 1966	Prévisions 1965	En + ou en —
CHAPITRE I. — RISTOURNES ET CONTRIBUTIONS				
Article unique. — <i>Contribution nationale.</i>				
CHAPITRE II. — PRODUITS DES IMPOTS ET TAXES				
Article 1. — <i>Contribution nationale.</i>				
Paragraphe	1. — Traitements, salaires et pensions	450	360	+ 90
«	2. — Contribution employeurs	755	780	— 25
«	3. — Contributions foncières des propriétés bâties	20	35	— 15
«	4. — Patentes et licences	40	40	—
«	5. — Taxes forfaitaires, artisans et commerçants	5	5	—
«	6. — Impôts sur le revenu des valeurs mobilières	50	40	+ 10
«	7. — Taxe sur la valeur ajoutée	2.150	1.700	+ 450
«	8. — Taxe sur les prestations de service	500	370	+ 130
«	9. — Taxe d'exploitation forestière	700	455	+ 245
«	10. — Droits sur diamant brut	20	20	—
«	11. — Taxes sur tabacs	260	310	— 50
«	12. — Taxes sur boissons alcoolisées	255	175	+ 80
Total article 1		5.205	4.290	+ 915
Article 2. — <i>Taxes intérieures de consommation.</i>				
Paragraphe	1. — Taxes sur les carburants et huiles minérales	1.600	1.400	+ 200
«	2. — Taxes sur les cartouches	40	60	— 20
Total article 2		1.640	1.460	+ 180
RECAPITULATION DU CHAPITRE II				
Article 1. — Contribution nationale		5.205	4.290	+ 915
Article 2. — Taxes intérieures de consommation		1.640	1.460	+ 180
Total		6.845	5.750	+ 1.095
CHAPITRE III. — RECETTES AFFECTEES				
A. — EMPRUNTS				
Article 1. — <i>Produit des emprunts.</i>				
P.L. 480		382,030		
Emprunt Allemand		371		
Emprunt C.C.C.E.		73		
Total article 1		826,030	67,500	+ 758,530
B. — RECETTES D'ORDRE				
Article 2. — <i>Echéance des conventions à paiement différé prises en charge par la C.A.A.</i>				
Opérations anciennes		3.222,528	5.349,450	— 2.126,922
Opérations nouvelles		271,200	—	+ 271,200
Article 3. — Fonds de concours		P.M.	—	—
Article 4. — Aides extérieures		P.M.	—	—
Article 5. — Versements de la Caisse de Stabilisation		1.300	—	+ 1.300
Article 6. — Autres emprunts		P.M.	P.M.	—
		4.793,728	5.349,450	+ 555,722

En millions de francs C.F.A.

Nomenclature des Recettes	Prévisions 1966	Prévisions 1965	En + ou en -
RECAPITULATION DU CHAPITRE III			
Article 1. — Produit des emprunts	826,030	67,500	+ 758,530
Article 2. — Echéance des conventions à paiement différé prises en charge par la C.A.A.	3.493,728	5.349,450	- 1.855,722
Article 3. — Fonds de concours	—	—	—
Article 4. — Aides extérieures	—	—	—
Article 5. — Versements de la Caisse de Stabilisation	1.300	—	+ 1.300
Article 6. — Autres emprunts	P.M.	P.M.	—
Total du chapitre III	5.619,758	5.416,950	+ 202,808
CHAPITRE IV. — REVERSEMENTS ET RECETTES DIVERSES			
Article 1. — Excédent de recettes sur prévisions du Budget général-Exercice 1965 ...	1.180	500	+ 680
Article 2. — <i>Autres recettes :</i>			
— Excédent 1965 des recettes B.S.I.E. reversées au B.S.I.E. 1966	—	720	- 720
— Bénéfice B.C.E.A.O. reversé au B.S.I.E. 1966	53	50	+ 3
— Annulation de P.E. sur B.S.I.E. antérieur	180	163,500	+ 16,500
— Recettes en atténuation de dépenses	56,806	—	+ 56,806
Article 3. — Excédent de recettes sur Budget général-Exercices antérieures à 1965 ..	1.247	—	+ 1.247
Article 4. — Reversement du Trésor	66	—	+ 66
Total du chapitre IV	2.782,806	1.433,500	+ 1.349,306
RECAPITULATION GENERALE			
CHAPITRE I. — Ristournes et contributions	P.M.	P.M.	
CHAPITRE II. — Produits des impôts et taxes	6.845	5.750	+ 1.095
CHAPITRE III. — Recettes affectées	5.619,758	5.416,950	+ 202,808
CHAPITRE IV. — Reversements et recettes diverses	2.782,806	1.433,500	+ 1.349,306
Total général	15.247,564	12.600,450	+ 2.647,114

TABLEAU ANNEXE

TRAVAUX QUI SERONT REALISES EN 1966 SUR CONVENTIONS A PAIEMENT DIFFERE

Travaux à réaliser en 1966

VIANINI (1^{re} convention)

En millions de francs C.F.A.

Travaux routiers	1.292
Port d'Abidjan	441,2
Urbanisme	45

VIANINI (2^e convention)

Port d'Abidjan	356,3
Zone industrielle - Vridi	800

SOFITOM

2 ^e Pont	1.060
---------------------------	-------

HETZEL - COLAS

Travaux routiers	490
------------------------	-----

Total général	4.484,5
---------------------	---------

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT ET D'EQUIPEMENT - EXERCICE 1966

PREVISIONS DE DEPENSES

En millions de francs C.F.A.

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
TITRE PREMIER									
ETUDES ET RECHERCHES									
Section 1-1. — <i>Etudes générales.</i>									
Chapitre 1-11 :									
Art. 1. — Etudes de planification	—	124,500	124,500	—	—	—	—	124,500	124,500
Art. 4. — Etudes de développement indust.	28	299,500	299,500	—	—	—	—	299,500	327,500
Art. 5. — Etudes régionales	—	53	53	—	43,500	—	—	53	96,500
Art. 8. — Divers	—	23	23	—	—	—	—	23	23
Total de la section 1-1	28	500,000	500,000	—	43,500	—	—	500,000	571,500
Section 1-2. — <i>Etudes techniques.</i>									
Chapitre 1-21 :									
Art. 1. — Etudes du Sud-Ouest	50	—	—	—	—	—	—	—	50
Art. 3. — Etudes routières	120	10	10	—	—	—	—	10	130
Art. 5. — Etudes d'urbanisme	108,200	100,500	100,500	—	43,087	—	—	100,500	251,707
Art. 9. — Etudes d'hydraulique humaine ...	19,200	—	—	—	—	—	—	—	19,200
Art. 11. — Etudes palmier à huile	—	11,500	11,500	—	—	—	—	11,500	11,500
Art. 15. — Etudes de voies et réseaux	—	26	26	—	—	—	—	26	26
Total de la section 1-2	297,400	148,000	148,000	—	43,087	—	—	148,000	488,487
Section 1-3. — <i>Recherches.</i>									
Chapitre 1-31 :									
Art. 4. — SODEMI	—	275,300	275,300	—	—	—	—	275,300	275,300
Total de la section 1-3	—	275,300	275,300	—	—	—	—	275,300	275,300
<i>Récapitulation du titre premier.</i>									
Section 1-1. — Etudes générales	28	500	500	—	43,500	—	—	500	571,500
Section 1-2. — Etudes techniques	297,400	148	148	—	43,087	—	—	148	488,487
Section 1-3. — Recherches	—	275,300	275,300	—	—	—	—	275,300	275,300
Total du titre premier	325,400	923,300	923,300	—	86,587	—	—	923,300	1.335,287
TITRE II									
DEVELOPPEMENT, PARTICIPATIONS ET INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES									
Section 2-1. — <i>Production et participations.</i>									
Chapitre 2-11. — <i>Production agricole :</i>									
Art. 1. — Développement de la production agricole	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12. — Bananes	—	25	25	—	—	—	—	25	25
13. — Ananas	—	121,500	30,500	—	—	—	—	121,500	30,500
14. — Ananas	—	40,400	40,400	—	—	—	—	40,400	40,400
17. — Jardins	—	33	33	—	—	—	—	33	33
22. — Riziculture	—	—	—	—	—	—	—	250	250
Total de l'article premier	—	219,900	128,900	—	—	—	—	219,900	128,900

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
Art. 2. — Animation rurale.									
0. — Animation rurale (divers)	74	—	—	—	—	—	—	—	74
7. — Tabac	—	12,400	12,400	—	—	—	—	12,400	12,400
8. — Fruits et légumes	—	9,500	9,500	—	—	—	—	9,500	9,500
9. — Eaux et Forêts	—	91	91	—	—	—	—	91	91
10. — Mais	—	2	2	—	—	—	—	2	2
11. — Développement rural	—	—	—	—	—	14,700	14,700	14,700	14,700
Total de l'article 2	74	114,900	114,900	—	—	14,700	14,700	129,600	203,600
Art. 3. — Sociétés de Développement.									
1. — SODEPALM	—	75	75	—	—	—	—	75	75
2. — Riz	214,200	250	250	—	—	—	371	250	835,200
4. — Coton	14,500	302	302	—	—	—	—	302	316,500
5. — Production fruitière	96	—	—	—	—	—	—	—	96
7. — Sol et forêt	183	—	—	—	—	—	—	—	183
Total de l'article 3	507,700	627	627	—	—	—	371	627	1.505,700
<i>Récapitulation du chapitre 2-11</i>									
Art. 1. — Développement de la production agricole	—	219,900	128,900	—	—	—	—	219,900	128,900
Art. 2. — Animation rurale	74	114,900	114,900	—	—	14,700	14,700	129,600	203,600
Art. 3. — Société de développement	507,700	627	627	—	—	—	371	627	1.505,700
Total du chapitre 2-11	581,700	961,800	870,800	—	—	14,700	385,700	976,500	1.838,200
<i>Chapitre 2-12. — Production animale.</i>									
Art. 1. — Développement de l'Élevage	48,500	70	70	—	—	—	—	70	118,500
Art. 2. — Développement de la Pêche	27,500	30	30	—	—	—	—	30	57,500
Art. 3. — Bateau-école	—	—	—	—	—	36,750	36,750	36,750	36,750
Total du chapitre 2-12	76	100	100	—	—	36,750	36,750	136,750	212,750
<i>Chapitre 2-13. — Production industrielle.</i>									
Art. 4. — Ayamé II	—	—	—	—	988,936	—	—	—	988,936
Total du chapitre 2-13	—	—	—	—	988,936	—	—	—	988,936
<i>Chapitre 2-14. — Participation.</i>									
Art. 1. — Palace de Cocody	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art. 2. — Participation	—	650	650	—	—	—	—	650	650
Total de l'article premier	—	650	650	—	—	—	—	650	650
Art. 3. — E.E.C.I.	—	202,500	202,500	—	—	—	—	202,500	202,500
Art. 4. — C.E.D.A.	—	2	2	—	—	—	—	2	2
Art. 7. — Divers	—	284,119	284,119	—	—	—	—	284,119	284,119
Art. 8. — Crédit Côte d'Ivoire	—	180	180	—	—	—	—	180	180
Art. 9. — SICOI	—	56,400	56,400	—	—	—	—	56,400	56,400
Art. 13. — S.I.B.	—	30	30	—	—	—	—	30	30
Art. 15. — SOTRA	—	25	25	—	—	—	—	25	25
Art. 22. — Divers	36	—	—	—	—	—	—	—	36
Art. 23. — Divers remboursement à la C.A.A.	—	18	18	—	—	—	—	18	18
Art. 24. — S.I.D.A.	—	110,900	110,900	—	—	—	—	110,900	110,900
Art. 25. — Air Afrique	—	60	60	—	—	—	—	60	60
Art. 26. — Krupp	—	500	500	—	—	—	—	500	500
Total du chapitre 2-14	36	2.118,919	2.118,919	—	—	—	—	2.118,919	2.154,919
<i>Récapitulation de la section 2-1</i>									
Chap. 2-11. — Production agricole	581,700	961,800	870,800	—	—	14,700	385,700	976,500	1.838,200
Chap. 2-12. — Production animale	76	100	100	—	—	36,750	36,750	136,750	212,750
Chap. 2-13. — Production industrielle	—	—	—	—	988,936	—	—	—	988,936
Chap. 2-14. — Participations	36	2.118,919	2.118,919	—	—	—	—	2.118,919	2.154,919
Total de la section 2-1	693,700	3.180,719	3.089,719	—	988,936	51,450	422,450	3.232,169	5.194,805

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
Section 2-2. — Infrastructure.									
Chapitre 2-21. — Routes.									
Art. 7. — Ponts et bacs	90	8	8	—	—	—	—	8	98
Art. 8. — Parkings routiers	13	—	—	—	—	—	—	—	13
Art. 9. — Routes principales	30	70	45	—	—	—	—	70	75
Art. 10. — Routes secondaires	30	30	30	—	—	—	—	30	60
Art. 12. — Fonds routier	160	—	—	—	—	—	—	—	160
Art. 13. — Convention Vianini	—	—	—	—	797,005	—	—	—	797,005
Art. 15. — 2 ^e pont d'Abidjan	—	—	—	407	328,107	—	—	407	328,107
Art. 16. — Convention Hetzel-Colas	—	—	—	—	338,200	—	—	—	338,200
Art. 17. — Route Yamoussoukro-Daloa	—	—	—	2.200	—	—	—	2.200	—
Total du chapitre 2-21	323	108	83	2.607	1.463,312	—	—	2.715	1.869,312
Chapitre 2-22. — Chemins de fer	120	—	—	—	—	—	—	—	120
Total du chapitre 2-22	120	—	—	—	—	—	—	—	120
Chapitre 2-23. — Ports et voies navigables.									
Art. 2. — Dragages en lagune	15	20	20	—	—	—	—	20	35
Art. 4. — Canal de Vridi	15	—	—	—	—	—	—	—	15
Art. 6. — Port de l'Ouest	—	24	24	—	—	—	—	24	24
Art. 7. — Voirie du port de pêche	7	—	—	—	—	—	—	—	7
Total du chapitre 2-23	37	44	44	—	—	—	—	44	81
Chapitre 2-24. — Aéroдрomes.									
Art. 2. — Construction d'aéroдрomes	5	—	—	—	—	125	125	125	130
Total du chapitre 2-24	5	—	—	—	—	125	125	125	130
Chapitre 2-25. — Postes et Télécommuni- cations	—	250	170	—	—	—	—	250	170
Total du chapitre 2-25	—	250	170	—	—	—	—	250	170
Chapitre 2-27. — Urbanisme.									
Art. 2. — Edilité Abidjan	155,770	25,400	25,400	—	—	—	—	25,400	181,170
Art. 3. — Edilité divers centres	32,670	25,400	25,400	—	—	—	—	25,400	58,070
Art. 4. — Hydraulique humaine	70	30	30	—	18,957	—	—	30	118,957
Art. 11. — Edilité Yamoussoukro	—	70	70	—	—	—	—	70	70
Art. 12. — Aménagements zone industrielle	10	—	—	—	—	—	—	—	10
Art. 13. — Convention Vianini	—	—	—	—	197,730	—	—	—	197,730
Art. 2-27-14-1. — Indemnité d'éviction T.P.	85	40	40	—	—	—	—	40	125
Art. 2-27-14-2. — Indemnités d'éviction Cons- truction et Urbanisme	—	30	30	—	—	—	—	30	30
Art. 2-27-25. — Voies et réseaux Abidjan	—	22,500	22,500	—	—	—	—	22,500	22,500
Art. 2-27-16. — Divers	—	195,700	195,700	—	—	73	73	268,700	268,700
Total du chapitre 2-27	353,440	439	439	—	216,687	73	73	512	1.082,127
Récapitulation de la section 2-2									
Chap. 2-21. — Routes	323	108	83	2.607	1.463,312	—	—	2.715	1.869,312
Chap. 2-22. — Chemins de fer	120	—	—	—	—	—	—	—	120
Chap. 2-23. — Ports et voies navigables	37	44	44	—	—	—	—	44	81
Chap. 2-24. — Aéroдрomes	5	—	—	—	—	125	125	125	130
Chap. 2-25. — Postes et Télécommunications	—	250	170	—	—	—	—	250	170
Chap. 2-27. — Urbanisme	353,440	439	439	—	216,687	73	73	512	1.082,127
Total de la section 2-2	838,440	841	736	2.607	1.679,999	198	198	3.646	3.452,439
Récapitulation du titre II									
Section 2-1. — Production et participations	693,700	3.180,719	3.089,719	—	—	—	—	3.232,169	5.194,805
Section 2-2. — Infrastructure	838,440	841	736	2.607	1.679,999	198	198	3.646	3.452,439
Total du titre II	1.532,140	3.946,719	3.750,719	2.607	2.668,935	2.494,450	620,450	6.878,169	8.647,244
TITRE III									
DEVELOPPEMENT CULTUREL									
Chapitre 3-11. — Enseignement 1^{er} degré.									
Art. 1. — Construction de classes	39	—	—	—	47,163	—	—	—	86,163
Art. 2. — Constructions diverses	—	1,700	1,700	—	—	—	—	1,700	1,700
Total du chapitre 3-11	39	1,700	1,700	—	47,163	—	—	1,700	87,863

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
Chapitre 3-12. — 2° degré.									
Art. 1. — Cours complémentaires	10	8	8	—	31,893	—	—	8	49,893
Art. 2. — Cours normaux	7	—	—	—	18,775	—	—	—	25,775
Art. 3. — Lycées et collèges	20,500	113	113	—	61,329	—	—	113	194,829
Art. 5. — Collèges financés par Caisse de Stabilisation	—	1,300	1,300	—	—	—	—	1,300	1,300
Art. 6. — Centres professionnels de forma- tion rurale	—	—	—	—	—	205,580	205,580	205,580	205,580
Art. 7. — Opérations sur convention	—	—	—	507	76,050	—	—	507	76,050
Total du chapitre 3-12	37,500	1,421	1,421	507	188,047	205,580	205,580	2,133,580	1,852,127
Chapitre 3-13. — Enseignement supérieur.									
Art. 1. — Constructions	15	148,300	148,300	—	8,167	—	—	148,300	171,467
Total du chapitre 3-13	15	148,300	148,300	—	8,167	—	—	148,300	171,467
Chapitre 3-14. — Enseignement technique.									
Art. 1. — Constructions	—	24	24	—	5,311	—	—	24	29,311
Total du chapitre 3-14	—	24	24	—	5,311	—	—	24	29,311
Chapitre 3-15. — Jeunesse et Sports.									
Art. 1. — Terrains de sports	—	—	—	—	73,150	—	—	—	73,150
Art. 6. — Equipement sportif	—	36	36	—	—	—	—	36	36
Art. 7. — Divers	—	4	4	—	—	—	—	4	4
Total du chapitre 3-15	—	40	40	—	73,150	—	—	40	113,150
<i>Récapitulation du titre III</i>									
Chap. 3-11. — 1 ^{er} degré	39	1,700	1,700	—	47,163	—	—	1,700	87,863
Chap. 3-12. — 2° degré	37,500	1,421	1,421	507	188,047	205,580	205,580	2,133,580	1,852,127
Chap. 3-13. — Enseignement supérieur	15	148,300	148,300	—	8,167	—	—	148,300	171,467
Chap. 3-14. — Enseignement technique	—	24	24	—	5,311	—	—	24	29,311
Chap. 3-15. — Jeunesse et Sports	—	40	40	—	73,150	—	—	40	113,150
Total du titre III	91,500	1,635	1,635	507	321,838	205,580	205,580	2,347,580	2,253,918
TITRE IV									
DEVELOPPEMENT SOCIAL									
Section 4-1. — Santé publique.									
Chapitre 4-11 :									
Art. 2. — Hôpitaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1. C.H.U.	74,600	106	106	—	—	—	—	106	180,600
2. Conventions	—	—	—	639,800	113,650	—	—	639,800	113,650
Art. 5. — Dispensaires et postes médicaux ..	50	2	2	—	—	—	—	2	52
Total de la section 4-1	124,600	108	108	639,800	113,650	—	—	747,800	346,250
Section 4-2. — Affaires sociales et Travail.									
Chapitre 4-21 :									
Art. 1. — Institut de formation sociale	—	26	26	—	—	—	—	26	26
Art. 3. — Divers	—	41	41	—	—	—	—	41	41
Art. 4. — Centres sociaux	—	9,500	9,500	—	—	—	—	9,500	9,500
Art. 5. — Bourse du Travail	10	—	—	—	—	—	—	—	10
Art. 6. — Institut de formation sociale (C.P.D.)	—	—	—	50,245	50,245	—	—	50,245	50,245
Total de la section 4-2	10	76,500	76,500	50,245	50,245	—	—	126,745	136,745
<i>Récapitulation du titre IV</i>									
Section 4-1. — Santé publique	124,600	108	108	639,800	113,650	—	—	747,800	346,250
Section 4-2. — Affaires sociales et Travail ..	10	76,500	76,500	50,245	50,245	—	—	126,745	136,745
Total du titre IV	134,600	184,500	184,500	690,045	163,895	—	—	874,545	482,995

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
TITRE V									
EQUIPEMENT ADMINISTRATIF ET DIVERS									
Chapitre 5-11 :									
Art. 1. — Représentation nationale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1. — Assemblée nationale	130	20	20	—	—	—	—	20	150
2. — Conseil économique et social	—	10	10	—	—	—	—	10	10
5. — Présidence de la République	221	20	20	—	—	—	—	20	241
Total de l'article premier	351	50	50	—	—	—	—	50	401
Art. 2. — Justice	48	—	—	—	—	—	—	—	48
3. — Palais de Justice	—	—	—	148	22,200	—	—	148	22,200
6. — Conventions à paiements différés..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de l'article 2	48	—	—	148	22,200	—	—	148	70,200
Art. 3. — Ministère des Finances :									
2. — Domaine et Cadastre	—	6,020	6,020	—	—	—	—	6,020	6,020
5. — Dépenses communes	—	17	17	—	—	—	—	17	17
6. — Enregistrement	—	7,500	7,500	—	—	—	—	7,500	7,500
7. — Trésoreries	—	66	66	—	—	—	—	66	66
8. — Contributions	—	15	15	—	—	—	—	15	15
10. — Mécanographie	74	78,500	78,500	—	—	—	—	78,500	152,500
Total de l'article 3	74	190,020	190,020	—	—	—	—	190,020	264,020
Art. 4. — Intérieur :									
2. — Préfectures	40	—	—	—	—	—	—	—	40
4. — Ecole de Police	31	—	—	—	—	—	—	—	31
5. — Logements personnel Sûreté	—	24	24	—	—	—	—	24	24
6. — Commissariats	116	8,300	8,300	—	—	—	—	8,300	124,300
8. — Direction des Archives	—	65	42,700	—	—	—	—	65	42,700
10. — Inspection générales des Affaires administratives	—	25	25	—	—	—	—	25	25
Total de l'article 4	187	122,300	100	—	—	—	—	122,300	287
Art. 5. — Forces armées :									
20. — Matériel militaire	—	—	—	—	220,200	—	—	—	220,200
22. — Camps de Jeunesse rurale	73	—	—	—	—	—	—	—	73
24. — Forces armées	10	25,500	25,500	269	40,050	—	—	294,500	75,550
25. — Gendarmerie	88,500	—	—	265	40,050	—	—	265	128,550
26. — Services civiques	—	16	16	—	—	—	—	16	16
Total de l'article 5	171,500	41,500	41,500	534	300,300	—	—	575,500	513,300
Art. 6. — Travaux publics :									
1. — Infrastructure des services	11	8,500	8,500	—	—	—	—	8,500	19,500
3. — Service géographique	6,360	—	—	—	—	—	—	—	6,360
Total de l'article 6	17,360	8,500	8,500	—	—	—	—	8,500	25,860
Art. 7. — Agriculture									
1. — Equipement administratif	30	—	—	—	—	—	—	—	30
5. — Enseignement agricole	61	—	—	—	—	—	—	—	61
Total de l'article 7	91	—	—	—	—	—	—	—	91
Art. 8. — Fonction publique et Information:									
1. — Maison de la Radio	—	—	—	32,400	32,400	—	—	32,400	32,400
4. — Télévision	171,530	215	215	—	43,370	—	—	215	429,900
6. — Formation personnel	—	25,500	25,500	—	—	—	—	25,500	25,500
7. — Formation personnel (U.S.A.I.D.)	—	15	15	—	—	—	—	15	15
Total de l'article 8	171,530	255,500	255,500	32,400	75,770	—	—	287,900	502,800

NOMENCLATURE	P. E. SUR OPERATIONS en cours	OPERATIONS nouvelles		OPERATIONS sur conventions à paiement différé		OPERATIONS sur emprunts		TOTAL GENERAL	
		A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.	A. P.	P. E.
Art. 9. — Construction et Urbanisme :									
§ 2. — Bureaux et logements	30	30	30	—	—	—	—	30	60
§ 11. — Affaires étrangères	66,100	—	—	—	—	—	—	—	66,100
Total de l'article 9	96,100	30	30	—	—	—	—	30	126,100
Art. 10. — Santé publique :									
§ 1. — Constructions logements	45	—	—	—	—	—	—	—	45
Total de l'article 10	45	—	—	—	—	—	—	—	45
Art. 11. — Affaires étrangères	4,640								4,640
§ 2. — Ambassades		95	95	—	—	—	—	95	95
Total de l'article 11	4,640	95	95	—	—	—	—	95	99,640
<i>Récapitulation du chapitre 5-11</i>									
Art. 1. — Représentation nationale	351	50	50	—	—	—	—	50	401
Art. 2. — Ministère de la Justice	48	—	—	148	22,200	—	—	148	70,200
Art. 3. — Ministère des Finances	74	190,020	190,020	—	—	—	—	190,020	264,020
Art. 4. — Ministère de l'Intérieur	187	122,300	100	—	—	—	—	122,300	287
Art. 5. — Ministère des Forces armées	171,500	41,500	41,500	534	300,300	—	—	575,500	513,300
Art. 6. — Ministère des Travaux publics ...	17,360	8,500	8,500	—	—	—	—	8,500	25,860
Art. 7. — Ministère de l'Agriculture	91	—	—	—	—	—	—	—	91
Art. 8. — Ministère de la Fonction publique et Information	171,530	255,500	255,500	32,400	75,770	—	—	287,900	502,800
Art. 9. — Ministère de la Construction et de l'Urbanisme	96,100	30	30	—	—	—	—	30	126,100
Art. 10. — Ministère de la Santé publique ..	45	—	—	—	—	—	—	—	45
Art. 11. — Ministère des Affaires étrangères	4,640	95	95	—	—	—	—	95	99,640
Total du chapitre 5-11	1.257,130	792,820	770,520	714,400	398,270	—	—	1.507,220	2.425,920
<i>Chapitre 5-22.</i>									
Acquisitions domaniales	—	102,200	102,200	—	—	—	—	102,200	102,200
Total du chapitre 5-22	—	102,200	102,200	—	—	—	—	102,200	102,200
<i>Récapitulation du titre V</i>									
Chap. 5-11. — Equipement administratif	1.257,130	792,820	770,520	714,400	398,270	—	—	1.507,220	2.425,920
Chap. 5-22. — Acquisitions domaniales	—	102,200	102,200	—	—	—	—	102,200	102,200
Total du titre V	1.257,130	895,020	872,720	714,400	398,270	—	—	1.609,420	2.528,120
<i>Récapitulation générale</i>									
Titre I. — Etudes et recherches	325,400	923,300	923,300	—	86,587	—	—	923,300	1.385,287
Titre II. — Développement économique	1.532,140	4.021,719	3.825,719	2.607	2.668,935	249,450	620,450	6.878,169	8.647,244
Titre III. — Développement culturel	91,500	1.635	1.635	507	321,838	205,580	205,580	2.347,580	2.253,918
Titre IV. — Développement social	134,600	184,500	184,500	690,045	163,895	—	—	874,545	482,995
Titre V. — Equipement administratif	1.257,130	895,020	872,720	714,400	398,270	—	—	1.609,420	2.528,120
Total général	3.340,770	7.659,539	7.441,239	4.518,445	3.639,525	455,030	826,030	12.633,014	15.247,564

ANNEXE I

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT DU PORT D'ABIDJAN - EXERCICE 1966

RECETTES			DEPENSES		
NOMENCLATURE DES RECETTES	RECETTES initiales	RECETTES Rectifiées	NOMENCLATURE DES DEPENSES	CREDITS Initiaux	CREDITS Rectifiés
TITRE PREMIER			CHAPITRE PREMIER.		
PRELEVEMENT SUR FONDS DE RENOUVELLEMENT			— Renouvellement matériel d'exploita- tion		
Chapitre 1. — Recettes à provenir des prélèvements effectués sur Fonds de Renouvellement et travaux non ter- minés	436.200.000	605.200.000	47.250.000	74.250.000	
TITRE II			— Matériel complémentaire		
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			225.100.000		
Chapitre 2. — Subventions rembour- sables	P.M.	P.M.	— Grosses réparations et installations com- plémentaires		
TITRE III			225.100.000		
EMPRUNTS			— Grosses réparations des usages		
Chapitre 3. — Emprunt C.A.A.	P.M.	P.M.	106.000.000		
— Emprunt C.C.C.E.	145.000.000	145.000.000	— Grosses réparations du Matériel ...		
Total général des recettes	581.200.000	750.200.000	27.000.000		
			Total du chapitre premier		
			436.200.000		
			605.200.000		
			CHAPITRE III.		
			— Dépenses sur emprunt		
			145.000.000		
			Total des dépenses		
			581.200.000		
			750.200.000		

ANNEXE II

BUDGET ANNEXE DU CENTRE UNIVERSITAIRE HOSPITALIER

RECETTES		DEPENSES	
<i>En milliers de francs</i>		<i>En milliers de francs</i>	
CHAPITRE 01. — Recettes d'Exploitation.		CHAPITRE UNIQUE. — Dépenses de fonctionnement.	
— Frais de traitement	4.185	— Art. 1. — Alimentation des malades et élèves .	3.000
— Consultations	3.000	— Art. 2. — Matériel technique	5.000
Total du chapitre 01	7.185	— Art. 3. — Médicaments	12.000
CHAPITRE 02. — Divers.		Total du chapitre	20.000
Remboursement par l'Université de dépenses d'enseignement	465		
— Remboursement de la nourriture des élèves ..	1.350		
Total du chapitre 02	1.815		
CHAPITRE 03. — Contributions diverses.			
— Subvention d'équilibre	11.000		
Total des recettes	20.000		

IMPRIMERIE NATIONALE, Abidjan. — Dépôt légal n° 2368